

- 14 (

Septembre 2012

Créé à la veille de la Seconde Guerre Mondiale en 1938, l'Ifop a été le témoin des grands rendez-vous et bouleversements de l'histoire.

Depuis plus de 70 ans maintenant, notre institut cherche à comprendre et à mesurer comment l'Opinion publique réagit aux évènements et situations de son temps.

Relire aujourd'hui des numéros de la Revue Sondages, que l'Ifop édita de 1945 à 1980, permet de se replonger dans ces moments historiques importants mais aussi de saisir assez finement l'état d'esprit qui prévalait à l'époque.

Convaincus que le présent se nourrit du passé, nous avons décidé de republier régulièrement des analyses de la Revue Sondages de façon à vous apporter un éclairage historique et rétrospectif à différentes occasions.

C'est dans le cadre de la nouvelle publication « **Ifop Collectors** » que nous vous inviterons régulièrement à remonter le temps avec les enquêtes et les analyses de l'Ifop, à chaque moment important de l'histoire de notre pays.

Jérôme Fourquet Directeur de Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Déjà publiés

MARS 2012

Ifop Collectors n°1 – Les Accords d'Evian

AVRIL 2012

Ifop Collectors n°2 – Retour sur l'élection présidentielle de 1965

AVRIL 2012

Ifop Collectors n°3 – Le référendum sur l'Europe du 23 avril 1972

MAI 2012

Ifop Collectors n°4 – La crise de mai 1968

JUIN 2012

Ifop Collectors n°5 – Juin 1967 : Le conflit entre Israël et les pays arabes

JUILLET 2012

Ifop Collectors $n^{\circ}6$ – Le Tour de France

AOUT 2012

Ifop Collectors $n^{\circ}7$ – Enquêtes corses 1975/2012

L'image du Parti Communiste de 1964 à nos jours

A la veille de la fête de L'Humanité, l'Ifop ouvre ses archives et remet en perspective l'évolution de l'image du Parti Communiste de 1964 (date de la démission forcée de Khrouchtchev) à nos jours. Sur la base d'études et d'analyses réalisées ces cinquante dernières années, ce huitième numéro d'Ifop Collectors détaille notamment la perception par l'opinion publique de la place politique du PCF, dont la question de la participation au gouvernement a interpelé voire divisé les Français pendant plusieurs décennies.

Ce numéro d'Ifop Collectors revient ainsi sur la prise de distance progressive entre le Parti Communiste français et Moscou dans les années 70, distance qui fait reculer d'autant, chez les Français, la crainte d'un gouvernement ouvert aux communistes. Pour autant, l'opinion reconnaît à cette époque l'importance du parti comme force de revendications dans le paysage politique.

Enfin, confronté aujourd'hui à un enjeu d'image ayant trait notamment aux doutes des Français sur l'originalité des solutions apportées aux problématiques actuelles, cette analyse rappelle en quoi le Parti Communiste Français doit faire face au défi de la reconquête de l'électorat populaire, en démontrant sa capacité de renouvellement.

« **38%** des Français sont favorables à la présence de ministres communistes dans le gouvernement » Février 1966

L'OPINION DE L'ÉPOQUE SUR...

1.	1964-1966 : L'image du Parti Communiste		
	Par Alain Duhamel		

60% des Français jugent, en 1966, que le Parti Communiste Français est plus conciliant que 10 ans auparavant.

2. 1970: Scepticisme quant aux chances d'avènement d'un régime communiste en France

En 1970, près d'un quart des Français souhaite que le PCF remplisse un rôle moins important dans la vie politique française.

3. 1976: La distance prise avec Moscou éloigne les réticences à l'égard d'un gouvernement pluriel

38% des Français considèrent que le PCF est plus indépendant de l'Union Soviétique que 10 ans auparavant.

4. De 1986 à 2010 : Un parti en proie au désaveu populaire p.23

Près de six personnes sur dix pronostiquent la disparition du Parti Communiste Français en 2010, et seuls 31% sont convaincus qu'il est utile pour défendre les salariés.

1. 1964-1966 : L'image du Parti Communiste.

Par Alain Duhamel – article publié dans la revue « Sondages »

La revue « Sondages » a publié, sous ce titre, les résultats de quelques questions posées au public par l'Institut français d'opinion publique en juin 1964 à la demande de l'hebdomadaire L'Express qui les a commentés dans son numéro du 16 juillet 1964 sous le titre « Les Français n'ont plus peur du communisme ».

Au cours d'une enquête du 26 janvier ou 5 février 1966, portant sur un échantillon national représentatif de 2000 personnes, **l'Institut français d'opinion publique** a posé à nouveau quelques questions au sujet du parti communiste français, certaines questions répétant celles de 1964. L'hebdomadaire **Le Nouvel Observateur** a commenté les résultats, dans son numéro du 23 février au 1^{er} mars 1966, sous le titre « Les communistes ont changé ».

Reprenant cette double documentation et se référant à des données antérieures publiées par la revue « Sondages », M. Alain Duhamel présentait dans un article que nous reproduisons ici l'état de l'opinion publique française à l'égard du parti communiste et les changements qui ont pu survenir.

Nous donnons après son analyse les réponses globales et les réponses détaillées selon quelques groupes sociologiques, afin que le lecteur puisse s'y reporter lui-même.

M. Duhamel avait déjà commenté dans « Le Monde » (20 et 21-22 novembre 1965) les résultats d'une étude de **l'Institut français d'opinion publique** sur la structure sociologique de l'électorat des différents partis politiques.

1.1. Les Français devant le communisme

Malgré ses récentes manifestations d'autonomie à l'égard de l'U.R.S.S., le parti communiste français reste, indéfectiblement, solidaire de la « Patrie du socialisme ». Il l'est en bonne doctrine ; il le demeurera sans doute de longues années encore aux yeux de l'opinion publique. Aussi, l'image du P.C.F. ne saurait-elle être dissociée du communisme dans le monde.

L'évolution de l'Union soviétique se poursuit sans que la retraite anticipée de M. Khrouchtchev l'ait beaucoup infléchie. Le parti communiste français évolue à son tour. La IVe République ne lui réussissait pas. Mais, après des années d'échec et de solitude, il est parvenu à stopper l'hémorragie de ses adhérents et même à renforcer ses effectifs ; il s'est débarrassé d'un immobilisme idéologique pourtant tenace, il a retrouvé dans la vie politique française un rôle plus efficace. L'élection présidentielle et les trois mois qui l'ont suivie, sont à cet égard très révélateurs. De plus, une étude de l'**Ifop** publiée par **Le Monde**¹ avait montré que son électorat demeurait le plus jeune, et que sa composition sociale était encourageante pour les communistes. Tous ces éléments devaient évidemment transformer la représentation que l'opinion publique se fait du P.C.F. et du communisme.

Le rapprochement des sondages de l'Ifop publiés récemment par **le Nouvel Observateur** et ceux qu'avait reproduits **l'Express** en juillet 1964, ainsi que des réponses aux questions posées par **l'Ifop** depuis la Libération à propos du P.C.F. et du communisme, permet de mesurer aujourd'hui l'ampleur des changements.

1

¹ Le Monde des 20 et 21-22 novembre 1965

UNE MOINDRE HOSTILITE.

Le sentiment général est celui d'une moindre hostilité. Les progrès du communisme dans le monde sont reconnus sans que cela empêche l'image de l'U.R.S.S. d'être plus favorable. Le P.C.F. inquiète moins ; on s'habitue à une place et à une politique qui semblent maintenant plus originales que vraiment anormales, et à plus forte raison monstrueuses. Quant aux perspectives, elles sont à la fois plus positives à court terme et négatives à long terme.

UNE OPINION SENSIBILISEE.

Mais, avant de détailler les attitudes de l'opinion publique, une première constatation s'impose : les Français ont, en 1966, un avis plus déterminé qu'en 1964 à propos du communisme en France. Quelques chiffres vont le montrer. Alors qu'en 1964, il se trouvait 22% des personnes interrogées pour ne pas se prononcer sur la question « dans l'avenir, souhaitez-vous que le rôle du parti communiste dans la vie politique française soit plus important, moins important, ou qu'il reste le même ? », il n'y en avait plus que 13% en 1966. A « Considérez-vous la prise de pouvoir en France par les communistes dans les dix prochaines années comme quelque chose de possible ou d'impossible ? » 31% des personnes ne répondent pas en 1964, pour 22% seulement en 1966, ce qui rejoint presque les 21% obtenus sur la même question en 1947. La réduction est également sensible sur la question « Avez-vous des amis ou des proches qui sont communistes ? » 14% en 1964, 9% en 1966.

Pour toutes les questions posées à la fois en 1964 et en 1966, les Français ont répondu, quel que soit leur avis, plus nettement en 1966. Le recul de l'hostilité à l'égard du communisme n'est donc pas de l'indifférence pure et simple, puisque l'opinion est au contraire aussi sensibilisée à ce problème qu'elle l'était à la Libération et beaucoup plus qu'elle ne l'était en 1964 : l'actualité du problème est évidemment une circonstance importante de son évolution, qui n'en a que plus de poids.

L'image du communisme dans le monde paraît, autant que permettent de l'affirmer les trop rares éléments de comparaison, dépendre étroitement de la situation internationale et des convictions politiques. Médiocre ou franchement mauvaise en période de tension, elle s'améliore quand s'atténue ou disparaît la crise. Ainsi, en 1944, par exemple, une majorité très large des Français est favorable à une invitation de Staline à Paris, alors qu'au même moment l'amnistie de Maurice Thorez est mal accueillie. En 1950, au contraire, les communistes français, soutenant l'U.R.S.S., desservent la cause de la paix. Ainsi en décide une majorité importante. Et, en 1952, il n'y a que les électeurs du P.C.F. pour croire que le monde entier sera un jour communiste. Il est vrai d'ailleurs que la majorité des Français ne croit pas non plus à sa disparition.

STALINE ET KHROUCHTCHEV.

En 1966, la Russie post-stalinienne jouit en tout cas d'une réputation assez favorable. Une très grande proportion des personnes interrogées (72%) reconnaît encore une photographie de Joseph Staline. Elle varie selon trois critères essentiels : le degré d'information qui dépend surtout de l'origine sociale, du sexe et de l'enseignement reçu, l'appartenance politique, les communistes l'identifiant plus facilement que les autres, et enfin l'âge. La mort de Staline date maintenant de treize ans, et la catégorie des 20-34 ans n'apporte que 61% de réponses exactes, nettement moins que chez les aînés. Le souvenir de Staline n'est pas bon : 58% des personnes exprimant un avis ont une mauvaise opinion de lui. Les femmes et les jeunes sont d'ailleurs plus hésitants que les hommes mûrs. Mais, là encore, la raison en est sans doute une information médiocre. Les attitudes politiques sont au contraire assez révélatrices, puisque 68% des électeurs du parti communiste ont conservé une bonne opinion de Staline, 17% seulement lui étant défavorables, et que les supporters du centre gauche sont plus partagés que ceux de l'U.N.R.-U.D.T., du M.R.P. ou du C.N.I. Nikita Khrouchtchev a laissé au contraire un excellent souvenir : 67% des personnes interrogées lui sont favorables, ce qui constitue une majorité importante.

Connection creates value

Les hommes, les jeunes, les membres des professions libérales et les cadres supérieurs sont tout particulièrement enthousiastes. Les électeurs communistes sont 85% à exprimer une bonne opinion, dont 35% un avis « très favorable», 8% seulement ayant conservé un mauvais souvenir, et 7% ne donnant pas de réponse. Il est intéressant de constater que Khrouchtchev a su parfaitement surmonter les préventions de l'électorat socialiste, puisque 82% lui sont favorables.

COMMUNISME RUSSE ET COMMUNISME CHINOIS.

Il ne s'agit pas, ou plus exactement pas seulement d'une vague de sympathie à l'égard d'un homme populaire : 42% des personnes interrogées font une différence entre le communisme russe et le communisme chinois en faveur du premier, 6% en faveur du second, tandis que 31% ne font pas de différence et que 21% ne se prononcent pas. C'est là un phénomène nouveau, le « péril jaune » tendant en quelque sorte à se substituer au « péril rouge ». Il est plus marqué chez les hommes, dont 52% font une différence entre les deux communismes à l'avantage du communisme russe, tandis que les femmes distinguent moins. Mais il faut surtout remarquer que la tentation chinoise ne touche que 7% des électeurs communistes, ce qui n'est pas supérieur aux autres formations politiques, et que ce sont les électeurs radicaux, puis ceux des indépendants proches de M. Pinay, qui avantagent le plus l'U.R.S.S.

UNE IMAGE PACIFIEE.

Faut-il proclamer pour autant la disparition de l'anticommunisme passionnel des années de guerre froide au profit d'une analyse plus sereine ? Ce serait encore prématuré, bien qu'il se produise une incontestable évolution. Ainsi, à la question : « Depuis dix ans, diriez-vous que le communisme a gagné du terrain dans le monde, qu'il en a perdu, ou ni l'un ni l'autre ? » 48% des personnes interrogées répondent qu'il en a gagné, 11% qu'il en a perdu, 29% ni l'un ni l'autre, 12% ne se prononçant pas. Mais l'intéressant est que les jeunes jugent le communisme en progrès, et que cet avis est partagé par une proportion de personnes interrogées qui diminue régulièrement avec l'âge, que les Français ayant reçu une instruction supérieure, bénéficiant de la meilleure information et pourtant peu favorables au communisme dans l'ensemble, sont de l'opinion des plus jeunes. En revanche, les préférences politiques engendrent des jugements plus traditionnels et plus partiaux². Les électeurs du P.C.F. estiment massivement que le communisme a gagné du terrain, les électeurs du M.R.P. et de l'U.N.R.-U.D.T. et les indépendants qui suivent M. Pinay s'en montrent moins persuadés. Mais, en 1966, les opinions politiques conditionnent moins les réponses qu'elles ne le faisaient en 1952, par exemple.

1.2. L'image du Parti Communiste Français

L'image du parti communiste français se transforme également. Elle est plus complexe, cependant, que celle du communisme mondial, et les enquêtes dont on dispose permettent de la nuancer sérieusement.

UNE IMAGE AMBIGUË.

Le P.C.F. était populaire à la Libération, et exerçait une séduction incontestable sur les électeurs de gauche : en 1945, 47% des personnes interrogées sont en faveur d'une liste commune S.F.I.O.-P.C.F. et 27% seulement hostiles, puis 42% favorables à une fusion S.F.I.O.-P.C.F., et 30% seulement hostiles. Mais le parti communiste ne peut écarter pour autant la défiance qu'il provoque. En 1945, la même année donc, 42% des personnes interrogées trouvaient suffisante la participation de MM. Billaux et Tillon au gouvernement, 28% la jugeant excessive, 15% seulement insuffisante.

² Il faut noter au passage l'attitude de l'électorat « giscardien », qui, une fois de plus se distingue nettement des autres supporters du chef de l'Etat, et font preuve d'une indépendance de jugement qui mériterait un examen particulier.

A l'époque où il est le plus porté par un courant populaire, le P.C.F. n'est donc pas considéré comme un partenaire gouvernemental inspirant toute confiance. Par la suite, la proportion de l'électorat favorable à un gouvernement communiste ou communiste et socialiste, et même à la participation de ministres du P.C.F. ne dépasse pas 30 ou 31% des personnes interrogées. Après son éviction du gouvernement en mai 1947, et pendant toute la durée de la guerre froide, les Français sont très sensibles à sa puissance, au risque qu'il représente, et le condamnent en majorité à une sorte d'exil intérieur.

UN CHANGEMENT SENSIBLE.

Les sondages des deux dernières années manifestent un changement sensible dans l'opinion publique : 60% des personnes interrogées pensent en effet, en 1966, que le parti communiste est devenu plus conciliant depuis dix ans, 22% seulement qu'il ne change pas. Ce sont les hommes (68%), les titulaires de revenus élevés et des situations sociales les plus avantageuses qui perçoivent l'évolution la plus nette ; 72% des électeurs communistes sont de cet avis, partagé également par 71% des électeurs socialistes et 76% des électeurs radicaux. Le centre gauche, à qui s'adressent les appels du P.C.F., enregistre donc un assouplissement. Une majorité importante (55% des personnes interrogées) estime aussi que l'unité d'action est plus facile à réaliser que dix ans auparavant. Les hommes et les jeunes sont moins hésitants à ce sujet que les femmes et les personnes âgées, et ce sont les employés, les cadres moyens, les ouvriers et les catégories issues de l'enseignement primaire supérieur ou technique et commercial qui sont les plus sensibles à l'amélioration intervenue. Là encore, socialistes et radicaux, qui sont les partenaires naturels de cette unité d'action, la croient plus facile à réaliser, à raison de 75% dans le premier cas, et de 66% dans le second.

LA PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT.

Apparemment moins spectaculaire sur le problème de l'entrée de ministres communistes dans le gouvernement, l'évolution est, en fait, plus significative encore, car la question de la participation semble être la meilleure indication de la place que les Français veulent assigner au parti communiste dans leur vie politique. En 1964, on comptait 31% des personnes interrogées favorables à cette entrée : en 1966, le mur des 30% franchi, on en recense 38%, cependant que les personnes hostiles restent toujours 30%. Les hommes (44%), les Français de cinquante à soixante-quatre ans (43%) chez qui le souvenir du Front populaire doit être vif, les ouvriers, les employés et les cadres moyens sont les plus favorables. La couleur politique des électeurs donne deux indications supplémentaires importantes : une minorité croissante existe à l'intérieur même des partis catalogués au centre et à droite, et, surtout, un accord qui s'accroît rapidement des électeurs S.F.I.O. et radicaux se fait jour. Les premiers sont, en 1966, 58% à souhaiter l'entrée de ministres communistes au gouvernement (ils n'étaient que 39% en 1964), et les seconds sont 54% en 1966, alors qu'ils n'étaient que 22% en 1964.

Confirmant ce mouvement, 46% des personnes interrogées estiment que cela a des chances de se produire dans les dix prochaines années. On assiste là pour une part à un phénomène de génération, puisque 53% des 20-34 ans le croient, 52% des 35-49 ans, 48% des 50-64 ans et 36% seulement des 65 ans et plus. D'autre part, 70% de ceux qui espèrent cette entrée au gouvernement sont persuadés qu'elle aura lieu, 34% de ceux qui l'appréhendent s'y attendent cependant.

PAS DE GRAND MINISTERE.

Mais, entre la réintégration du P.C.F. dans le circuit politique normal, à travers l'unité d'action de la gauche, ou la participation éventuelle à un gouvernement, d'une part, et la prise du pouvoir, d'autre part, aucun lien apparent n'existe. Les Français semblent désireux de voir jouer au P.C.F. le rôle d'un parti de gauche « à part entière», mais ne paraissent en rien espérer un changement de régime.

Dans l'hypothèse de la présence de ministres communistes au gouvernement, 16% seulement des personnes interrogées affirment que ce serait une bonne chose qu'ils détiennent le portefeuille des Affaires étrangères, 52% étant d'avis contraire et le reste ne donnant pas de réponse. On voit que, pour estimer parfois que l'autonomie du P.C.F. irait croissant par rapport à l'U.R.S.S. (selon 24% des personnes interrogées en 1964, 37% estimant qu'il n'y a pas de changement, 9% qu'elle diminue), les Français ne sont pas encore prêts à confier le quai d'Orsay à un communiste. Parmi ceux mêmes qui souhaitent l'entrée des communistes au gouvernement, il s'en trouve plus pour penser que ce serait une mauvaise chose de leur attribuer les Affaires étrangères (38 %), qu'une bonne chose (35%). Le ministère de l'Intérieur doit être lui aussi détenu par un non-communiste (selon 47% de personnes interrogées, 18% pensent au contraire que ce serait une bonne chose de le confier à un communiste), de même que le Commissariat au Plan et l'Education nationale, mais avec un écart moindre. L'Agriculture et surtout le Travail pourraient au contraire leur être destinés.

Puisque les « grands » ministères lui sont refusés par l'opinion publique, c'est une place de simple force d'appoint où l'on voudrait consigner, semble-t-il, le parti communiste.

Le rôle que les Français souhaitent lui voir tenir dans l'avenir confirme ces résultats. 41% aimeraient qu'il n'y ait pas de changement dans son rôle, alors qu'ils n'étaient que 32% en 1964, 24% souhaiteraient que ce rôle s'accroisse (18% seulement en 1964), 22% qu'il diminue (28% en 1964). Les hommes (30% en faveur de l'accroissement du rôle du P.C.F.) et les ouvriers souhaitent une place accrue que redouteraient plutôt les agriculteurs, les industriels et commerçants ou les cadres supérieurs et les personnes exerçant des professions libérales. Cependant que les personnes satisfaites du général de Gaulle espèrent surtout un prolongement du statu quo (48%), ou un recul (27%), les électeurs communistes souhaitent, ce qui ne surprendra pas, une extension (88%). Mais les supporters socialistes et radicaux, pourtant réservés encore en 1964, sont nombreux, non seulement à souhaiter que la situation ne se modifie pas (47% dans les deux cas), mais aussi que la part du P.C. soit élargie (35% et 29%), ce qui fait la preuve d'une évolution assez rapide en deux ans.

SCEPTICISME POUR L'AVENIR DE LA REVOLUTION.

Cette bonne volonté n'est pourtant pas sans équivoque. Interrogés sur la possibilité de la prise du pouvoir en France par les communistes dans les dix prochaines années, les personnes qui se prononcent sont, en effet, beaucoup plus nombreuses (49%) à la tenir pour impossible qu'à adopter l'attitude contraire (29%). Si les jeunes et les ouvriers sont relativement moins sceptiques que les autres catégories de la population, il faut rappeler qu'en 1964, il y avait relativement moins d'incrédules (42%), que les électeurs de la S.F.I.O. et du parti radical en bonne majorité (56% et 60%) ne croient pas à cette prise de pouvoir, et que même parmi les personnes favorables à l'éventualité de ministres communistes, celles qui ne croient pas à la victoire communiste sont les plus nombreuses (47% contre 42%).

Les Français se font donc une meilleure opinion du communisme et envisagent plus volontiers un élargissement du rôle du P.C.F. Leur avis est, comme toujours, assez étroitement conditionné par leur niveau d'information. Ainsi, les réponses des femmes, des ruraux ou de ceux dont la scolarité s'est achevée avec l'école primaire doivent-elles être tempérées d'un coefficient d'incertitude qu'il faut attribuer à l'horizon trop restreint qui est encore le leur.

Certaines catégories de Français présentaient un intérêt tout particulier. Les réactions des jeunes, en premier lieu, se différenciaient-elles globalement de celles de leurs aînés ? On peut dire que leurs réponses prouvent des dispositions plus favorables à l'extension du rôle du parti communiste français et plus édifiantes en ses chances de prendre à terme le pouvoir. Mais il s'agit d'une tendance limitée et explicable en bonne partie par leurs opinions politiques. La question est de savoir si ces dispositions peuvent être attribuées à un phénomène de génération ou simplement à un état transitoire qui disparaît avec l'âge mûr.

Le comportement des électeurs socialistes et radicaux présente, en revanche, moins d'incertitude et beaucoup d'intérêt. Son évolution depuis des années est particulièrement frappante. Si les Français, que l'on peut rattacher au centre gauche, semblent peu désireux de voir s'accroître à terme le rôle du P.C.F. et très incrédules sur ses chances de prendre un jour le pouvoir, ils sont par contre particulièrement bien disposés pour l'avenir immédiat. Le parti communiste leur apparaît comme un partenaire plus conciliant et ils ne verraient pas d'inconvénient à son entrée au gouvernement.

Mais il faut remarquer également que l'attitude des conservateurs se modifie, dans une mesure moindre mais notable cependant et ajouter à ce sujet que le comportement des électeurs M.R.P. ne se distingue pas, sinon parfois par une hostilité accrue, des partisans du gouvernement à propos du communisme.

Mais si certaines préventions sont en train de disparaître pour l'ensemble des Français (on admet, par exemple, avoir des amis ou des proches communistes), c'est apparemment que l'on croit assez peu aux chances du communisme ; pour être mieux accueillie, l'unité d'action de la gauche ne s'accompagne d'aucune complaisance à l'égard du communisme lui-même. S'il est probable que les électeurs passent eux aussi «de l'anathème au dialogue», il n'est pas d'élément qui indique que les interlocuteurs des communistes soient tentés de se laisser convaincre ou séduire.

1.3. Les réponses aux questions posées du 26 janvier au 5 février 1966

Pouvez-vous me dire qui est représenté sur cette photo?

(Montre la photo de Staline)

	26 janvier au 5 février 1966
	%
Reconnaissent Staline	72
Donnent une réponse inexacte	7
Ne répondent pas	21
	100

D'une manière générale, quelle opinion avez-vous de Staline, très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise, très mauvaise ? Et quelle opinion avez-vous de Khrouchtchev ?

	Staline	Khrouchtchev
	%	%
Très bonne opinion	4	13
Plutôt bonne opinion	26	54
Plutôt mauvaise opinion	28	14
Très mauvaise opinion	14	3
Ne se prononcent pas	28	16
	100	100

26 janvier au 5 février 1966

Depuis dix ans, diriez-vous que le communisme a gagné du terrain dans le monde, qu'il en a perdu ou ni l'un ni l'autre ?

	26 janvier au
	5 février 1966
	%
Gagné du terrain	48
Ni l'un ni l'autre	29
Perdu du terrain	11
Ne se prononcent pas	12
	100

Pensez-vous que le Parti Communiste Français a changé depuis dix ans, et si oui, est-il devenu plus dur ou plus conciliant ?

	26 janvier au 5 février 1966
	% %
Plus conciliant	60
Plus dur	3
Pas de changement	22
Ne se prononcent pas	15
	100

Dans l'avenir, souhaitez-vous que le rôle du Parti Communiste dans la vie politique française soit plus important, moins important ou qu'il reste le même ?

	Juin	6 janvier-4
	1964	février 1966
	%	%
Plus important	18	24
Reste le même	32	41
Moins important	28	22
Ne se prononcent pas	22	13
	100	100

Seriez-vous favorable, opposé ou indifférent à ce que dans l'avenir il y ait dans le gouvernement des ministres communistes ?

	Juin 1964	Février 1966
	%	%
Favorable	31	38
Indifférent	25	23
Opposé	30	30
Ne se prononcent pas	14	9
	100	100

Est-ce que cela a des chances de se produire dans les dix années qui viennent ?

	5 février 1966
	%
Oui	48
Non	24
Ne se prononcent pas	28
	100

26 janvier au

Supposons qu'il y ait des ministres communistes au gouvernement, serait-ce une bonne chose ou une mauvaise chose que de leur confier ... ?

	26 janvier au 5 février 1966			
	Bonne Mauvaise Nsp TOTAL		TOTAL	
	%	%	%	%
Le ministère du Travail	47	25	28	100
Le ministère de l'Agriculture	37	31	32	100
Le commissariat au Plan	25	35	40	100
Le ministère de l'Education nationale	23	38	29	100
Le ministère de l'Intérieur	18	47	35	100
Le ministère des Affaires étrangères	16	52	32	100

Parmi ceux qui souhaitent que dans l'avenir il y ait dans le gouvernement des ministres communistes ?

	26 janvier au 5 février 1966			
	Bonne Mauvaise Nsp TOTAL		TOTAL	
	%	%	%	%
Le ministère des Affaires étrangères	35	38	27	100
Le ministère de l'Intérieur	40	33	27	100
Le ministère du Travail	82	6	12	100

Estimez-vous que l'unité d'action entre socialistes et communistes est aujourd'hui plus facile à réaliser qu'il y a dix ans ?

	5 février 1966
	%
Plus facile	55
Pas plus facile	21
Ne se prononcent pas	24
	100

26 janvier au

Considérez-vous la prise du pouvoir en France par les communistes dans les dix prochaines années comme quelque chose de possible ou d'impossible ?

	Juin 1964	Février 1966
	%	%
Possible	27	29
Impossible	42	49
Ne se prononcent pas	31	22
	100	100

Faites-vous une différence entre le communisme russe et le communisme chinois ? Si oui, cette différence estelle plutôt à l'avantage de la Chine, ou plutôt à l'avantage de l'UR.S.S. ?

	26 janvier au 5 février 1966
	%
A l'avantage de l'U.R.S.S.	42
A l'avantage de la Chine	6
Ne se prononcent pas	31
	100

Avez-vous des amis ou des proches qui sont communistes ?

	Juin 1964	Février 1966
	%	%
Oui	50	42
Non	36	49
Ne se prononcent pas	14	9
	100	100

(Si oui) Lorsque vous discutez politique avec eux, êtes-vous plutôt en accord ou plutôt en désaccord avec leur point de vue ?

	Juin 1964	Février 1966
	%	%
Plutôt en accord	18	14
Plutôt en désaccord	17	15
Ne se prononcent pas	15	13
BASE =	50	42

2. 1970 : Scepticisme quant aux chances d'avènement d'un régime communiste en France.

L'opinion à l'égard du parti communiste à la fin de l'année 1970 pourrait être résumée ainsi :

- Une reconnaissance et une acceptation accrues du rôle du parti communiste dans la vie politique française ;
- Un grand scepticisme quant aux chances d'avènement d'un régime communiste en France à moyen terme ;
- Un grand pessimisme sur les conséquences nationales et personnelles qu'aurait une telle éventualité sur la vie des Français et le destin du pays ;
- Le sentiment que les liens de cette formation avec l'U.R.S.S. se distendent progressivement.

Au total, on accepte le rôle du parti communiste comme parti d'opposition et de revendications dans le système politique actuel, mais on refuse l'idée, et on n'y croit pas, qu'il puisse instaurer en France un régime communiste.

La majorité des électeurs, dans la France de 1970, écarte l'éventualité d'une prise de pouvoir par les communistes au cours de la décennie à venir. Si en ce domaine le scepticisme a toujours été largement partagé, un certain renforcement de cette tendance apparaît aujourd'hui par rapport à 1964, date à laquelle l'opinion se montrait moins affirmative.

Compte tenu de cette remarque fondamentale, l'opinion donne cependant une image assez favorable de la situation actuelle du parti communiste. En effet, les Français croient constater qu'au cours des dix dernières années, le rôle du parti communiste s'est plutôt accru dans la vie politique nationale. La Ve République a offert à cette tendance politique plus d'opportunités, semble-t-il, que la IVe.

En outre, l'opinion s'accroît, selon laquelle le parti communiste est de moins en moins en France le parti « de Moscou » et prend ses distances par rapport à l'U.R.S.S.

Si cela ne suffit pas pour amener les Français à souhaiter dans l'avenir un renforcement du rôle du parti communiste, en 1970 comme en 1964, un peu plus d'un électeur sur six seulement formule le vœu d'une augmentation de la place faite à ce parti dans la vie politique française. La majorité ne désire d'ailleurs pas que le rôle du parti communiste décroisse.

La moitié des personnes interrogées considère que la prise du pouvoir par les communistes constituerait pour le pays une mauvaise chose, et une proportion à peine inférieure pressent que si une telle éventualité se réalisait, ses conséquences sur la vie personnelle de chacun seraient défavorables.

Dans l'hypothèse où une coalition de gauche accéderait au pouvoir, l'opinion trouverait normal que des ministres communistes entrent au gouvernement, mais de préférence pour y occuper des portefeuilles techniques plutôt que proprement politiques, comme l'Intérieur, les Affaires étrangères ou la Défense nationale. Rappelons, pour nuancer ces résultats, que le public ne semble guère croire aux chances d'accession au pouvoir d'une majorité de Front populaire.

Connection creates value 11

³ Ce chapitre présente les résultats d'une enquête réalisée par l'Ifop à la demande du Journal France Soir, du 1^{er} au 8 décembre 1970, auprès d'un échantillon national représentatif de 1722 personnes.

L'analyse des positions de la gauche non communiste sur les mêmes thèmes fait apparaître que les tendances qui la composent présentent aux questions abordées des réactions intermédiaires entre celles de l'électorat communiste et celles des électorats centristes et majoritaires et le plus souvent plus proches de ces derniers que des sympathisants du parti communiste. C'est seulement dans l'hypothèse d'une coalition de type Front populaire accédant au gouvernement que la gauche non communiste réagit d'une façon spécifiquement favorable à la perspective de ministres communistes, même dans des secteurs clefs.

En ce qui concerne les électeurs communistes, une majorité croit à l'accession au pouvoir du parti communiste dans les dix années à venir, et de façon beaucoup plus nette encore aux conséquences positives que ce changement aurait pour chacun d'entre eux individuellement.

2.1. Le rôle du parti

Une personne sur trois estime que le rôle du parti communiste a augmenté dans les dix dernières années. Depuis 1964, on enregistre, une nette évolution dans le sens d'une augmentation du rôle attribué à ce parti.

Ce sont surtout les jeunes et les salariés (employés, ouvriers, cadres moyens), qui pensent que le rôle du parti communiste a augmenté. 63% des électeurs de ce parti pensent que son rôle a augmenté ; dans la gauche non communiste, la proportion n'est que de 41%, soit à peine plus que la moyenne de la population.

La question portant sur le rôle du parti dans les dix dernières années, les personnes interrogées pouvaient, en 1964, comparer le parti communiste sous la IVe puis sous la Ve République ; 22% estimaient alors que son rôle avait diminué ; en 1970, la période de référence est tout entière comprise dans la Ve République et on ne compte plus qu'un interviewé sur dix pour penser que son rôle a diminué depuis 1960.

Pensant à l'avenir, l'attitude de la moitié de ceux qui se prononcent est en faveur d'un maintien du rôle actuel du parti communiste (39%); cette tendance s'est renforcée depuis 1964 et janvier 1970. On compte d'autre part plus de personnes souhaitant une diminution qu'une augmentation de ce rôle (24% contre 16%).

Les catégories favorables à un accroissement du rôle du parti communiste sont surtout les ouvriers (24%), les jeunes de moins de 20 ans (24%), les habitants des grandes villes (19%) et de l'agglomération parisienne (20%). Au contraire, les cadres supérieurs et membres des professions libérales, les agriculteurs et les inactifs souhaitent voir ce rôle diminuer.

Si les électeurs de la gauche non communiste se distinguent de ceux du centre et de la majorité, en étant nettement plus favorables à un accroissement du rôle du parti communiste (21% contre 2% chez les électeurs centristes et de l'U.D.R., et 7% chez ceux des républicains indépendants), ils sont aussi nombreux à souhaiter voir ce rôle diminuer (20%). Ils se démarquent ainsi plus nettement encore des électeurs communistes, dont 73% souhaitent voir augmenter le rôle du parti.

Diriez-vous que depuis dix ans le rôle du Parti Communiste dans la vie politique française a augmenté, diminué ou est resté le même ?

	Juin 1964	Décembre 1970
	%	%
Augmenté	30	36
Diminué	22	10
Resté le même	29	29
Ne se prononcent pas	19	25
	100	100

Dans l'avenir, souhaitez-vous que le rôle du Parti Communiste dans la vie politique française soit plus important, moins important ou qu'il reste le même ?

	Juin 1964	Janvier 1970	Décembre 1970
	%	%	%
Plus important	18	16	16
Moins important	28	26	24
Qu'il reste le même	32	37	39
Ne se prononcent pas	22	21	21
	100	100	100

	Rôle du parti		Souhaitent à l'avenir un rôle			
	Augmenté	Diminué	Resté le même	Plus important	Moins important	Le même
	%	%	%	%	%	%
Sexe:						
Hommes	39	11	36	22	22	41
Femmes	33	9	23	10	26	37
AGE:						
• 20 à 34 ans	40	9	29	18	22	42
• 35 à 49 ans	33	12	30	16	22	40
• 50 à 64 ans	34	10	30	16	23	40
65 ans et plus	34	8	26	13	31	31
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE :						
Cadres supérieurs, professions libérales	29	17	41	9	32	44
Petits patrons industrie et commerce	32	13	29	11	25	41
Employés, cadres moyens	39	9	34	16	19	48
Ouvriers	41	8	25	24	18	37
Inactifs	35	8	28	16	29	32
Agriculteurs	26	12	27	4	31	39
NIVEAU D'INSTRUCTION:						
Primaire	34	9	25	15	22	36
Primaire supérieur	35	7	39	18	25	41
Technique et commercial	37	10	34	20	21	44
Secondaire	39	13	31	15	30	44
Supérieur	43	14	35	17	33	38
HABITAT:						
Communes rurales	31	10	28	11	26	38
Villes ou agglomérations de :						
Moins de 20 000 habitants	34	10	29	15	24	39
20.000 à 100.000 habitants	39	10	32	17	23	42
Plus de 100.000 habitants	37	9	26	19	22	37
Agglomération Parisienne	41	10	33	20	24	41
Preferences politiques:						
Parti Communiste	63	4	24	73	1	15
Gauche non communiste	41	12	31	21	20	46
Centre	36	12	36	2	37	53
Républicains indépendants	30	13	36	7	27	52
• U.D.R.	30	15	36	2	42	46

2.2. La prise de pouvoir en France par les communistes

La majorité (53%) estime impossible dans les dix années à venir la prise du pouvoir par les communistes. Dans deux groupes seulement, on trouve une majorité d'avis contraire : les jeunes de 15 à 19 ans (42% contre 39%) et les électeurs du parti communiste (50% contre 35%) ; les ouvriers sont également assez nombreux à juger possible cette éventualité (30% contre 45% l'estimant impossible). Ainsi, un électeur sur trois pense que le parti pour lequel il vote ne prendra pas le pouvoir dans les dix ans.

Dans les groupes les mieux informés (cadres supérieurs, professions libérales, mais également les cadres moyens et les employés, ainsi que les personnes de niveau culturel secondaire ou supérieur), on compte plus de 60% de personnes estimant impossible la prise du pouvoir par les communistes.

Les électeurs de la gauche non communiste (62%) ont une opinion très voisine de celle des républicains indépendants et sont plus nombreux que ceux du centre (56%) à répondre par la négative.

La moitié des électeurs pense que la prise du pouvoir par les communistes serait une mauvaise chose pour la France et 42% une mauvaise chose pour eux-mêmes.

Considérez-vous la prise du pouvoir en France par les communistes dans les dix prochaines années comme quelque chose de possible ou d'impossible ?

	Juin	reviiei	Janvier	Decembre
	1964	1966	1970	1970
	%	%	%	%
Possible	27	29	23	22
Impossible	42	49	56	53
Ne se prononcent pas	31	22	21	25
	100	100	100	100

Si les communistes prenaient le pouvoir en France, est-ce que ce serait une bonne chose ou une mauvaise chose ou sans importance pour les gens comme vous ?

Et pour la France ?

	Pour vous	Pour la France
	%	%
Bonne chose	15	13
Mauvaise chose	42	51
Sans importance	23	10
Ne se prononcent pas	20	26
	100	100

Les salariés notamment pensent que la prise du pouvoir par les communistes serait plutôt une mauvaise chose pour eux-mêmes : 32% contre 28% d'un avis contraire chez les ouvriers ; 41% contre 15% chez les employés. Plus le niveau d'instruction est élevé, plus on considère comme une mauvaise chose pour soimême la prise de pouvoir par les communistes.

	Prise du _l	ouvoir	Pour vous l	a prise du pouv	oir serait
	Possible	Impossible	Bonne chose	Mauvaise	Sans
	%	%	%	chose %	importance %
Sexe :	70	70	70	70	70
	22	60	10	41	25
110111111C3	22	60	19 12	41	25
i citilics	23	47	1,2	43	21
Age :	29	53	18	42	24
• 35 à 49 ans	29	53	17	42	24
• 50 à 64 ans	22	55 51	14	40	22
	14	55	11	44	24
65 ans et plus Profession du Chef de Famille :	14	55	11	44	24
Cadres supérieurs, professions libérales	24	61	8	59	23
Petits patrons industrie et commerce	23	57	6	59 51	25 18
Employés, cadres moyens	20	62	15	41	25
• Ouvriers	30	45 54	28	32	21
• Inactifs	18	54	13	39	26
Agriculteurs	16	51	4	55	20
Niveau d'instruction : • Primaire	21	40	45	27	2.4
1 Hillian C	21	48	15	37	24
Primaire supérieur	30	57	15	43	28
Technique et commercial	25	58	19	44	21
Secondaire	23	61	14	51	21
Supérieur	25	63	12	59	15
Навітат :	40	40	0	4.6	24
Communes rurales	18	49	9	46	21
Villes ou agglomérations de :				40	0.5
Moins de 20 000 habitants	25	51	14	40	26
20.000 à 100.000 habitants	22	60	19	35	30
Plus de 100.000 habitants	26	53	18	39	22
Agglomération Parisienne	24	57	20	45	19
Preferences politiques:				_	
Parti Communiste	50	35	75	2	15
Gauche non communiste	22	62	16	39	32
• Centre	29	56	4	58	24
Républicains indépendants	21	62	6	51	32
• U.D.R	15	69	4	69	16

2.3. Des ministres communistes?

Six sur dix accepteraient qu'il y ait des ministres communistes, si la gauche unie arrivait au pouvoir ; les plus réticents seraient les agriculteurs (43% d'entre eux accepteraient mais 31% non) et les électeurs U.D.R. (respectivement 50% et 36 %). Les plus favorables sont les salariés (66% des ouvriers, 68% des employés et cadres moyens) mais également les cadres supérieurs et les membres des professions libérales (69%). Plus on est jeune, plus on accepterait la présence de ministres communistes au gouvernement ; les habitants de l'agglomération parisienne seraient plus réticents que ceux des autres villes.

Enfin, plus les électeurs votent « à gauche », plus ils accepteraient des ministres communistes ; les électeurs de la gauche non communiste se situent ici à mi-chemin de ceux du centre et de ceux du parti communiste.

S'il accepte en majorité de confier des portefeuilles à des communistes, le public hésiterait à leur attribuer des « ministères-clés ». Seuls les électeurs de l'opposition l'accepteraient en majorité, les personnes de moins de 35 ans et les salariés, à la majorité relative seulement. Ici encore les électeurs de la gauche non communiste sont plutôt plus proches de ceux du centre que de ceux du parti communiste.

Dans l'hypothèse où l'union de la gauche arriverait au pouvoir, accepteriez-vous que des ministres communistes participent au gouvernement ?

	Décembre 1970
	%
Oui	60
Non	21
Ne se prononcent pas	19
	100

Et accepteriez-vous qu'on leur attribue des ministères-clés (ministère de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Défense nationale) ?

	Décembre 1970
	%
Oui	38
Non	40
Ne se prononcent pas	22
	100

Voici, par comparaison, quelques résultats antérieurs à des questions de même nature.

Seriez-vous favorable, ou opposé, ou indifférent à ce que dans l'avenir il y ait dans le gouvernement des ministres communistes ?

	Juin 1964	Février 1966	Janvier 1967
	%	%	%
Favorable	31	38	40
Opposé	30	30	19
Indifférent	25	23	30
Ne se prononcent pas	14	9	11
	100	100	100

26 janvier au 5 février 1966

Supposons qu'il y ait des ministres communistes au gouvernement, seraitce une bonne chose ou une mauvaise chose que de leur confier ?

	Bonne chose	Mauvaise chose	Nsp	TOTAL
	%	%	%	%
Le ministère de l'Intérieur	18	47	35	100
Le ministère des Affaires étrangères	16	52	32	100
Le ministère de l'Agriculture	37	31	32	100
Le commissariat au Plan	25	35	40	100
Le ministère de l'Education nationale	33	38	29	100
Le ministère du Travail	47	25	28	100

	Décembre 1970			
		mmunistes au rnement		ommunistes à stères-clés
	Oui	Non	Oui	Non
	%	%	%	%
Sexe:				
Hommes	68	21	44	43
Femmes	54	21	33	37
Age:				
20 à 34 ans	65	20	47	35
35 à 49 ans	63	19	40	39
• 50 à 64 ans	59	23	34	43
65 ans et plus	53	23	26	46
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE :				
Cadres supérieurs, professions libérales	69	22	39	50
Petits patrons industrie et commerce	58	27	32	49
Employés, cadres moyens	68	17	45	37
Ouvriers	66	17	48	31
Inactifs	56	20	31	43
Agriculteurs	43	31	22	48
NIVEAU D'INSTRUCTION:				
Primaire	55	22	35	38
Primaire supérieur	71	15	41	40
Technique et commercial	68	22	44	41
Secondaire	67	19	37	47
Supérieur	69	23	45	47
HABITAT:				
Communes rurales	51	25	30	44
Villes ou agglomérations de :				
Moins de 20 000 habitants	69	17	43	38
20.000 à 100.000 habitants	64	20	42	38
Plus de 100.000 habitants	65	17	37	40
Agglomération Parisienne	62	23	46	37
Preferences politiques:				
Parti Communiste	95	3	89	4
Gauche non communiste	78	14	52	37
Centre	63	33	25	60
Républicains indépendants	60	28	29	51
• U.D.R	50	36	22	65

2.4. L'indépendance du parti.

En 1970, les liens entre le parti communiste et l'U.R.S.S. semblent aux yeux du public plutôt s'être relâchés dans les dix dernières années. Les réponses étaient très voisines en 1964.

Les opinions varient peu d'un groupe à l'autre, seuls les cadres supérieurs et professions libérales se distinguant avec 42% des réponses selon lesquelles le parti communiste est plus indépendant qu'il ne l'était il y a dix ans. Ici encore, les électeurs de la gauche non communiste, plus nombreux que ceux de la majorité et du centre à juger le parti communiste plus indépendant, sont cependant plus proches de ces électorats que de celui du parti communiste.

Estimez-vous que le Parti Communiste Français est aujourd'hui plus indépendant de l'Union Soviétique qu'il y a 10 ans, moins indépendant ou bien qu'il n'y a pas de changement ?

	Juin	Mai	Décembre
	1964	1970	1970
	%	%	%
Plus indépendant	24	23	30
Moins indépendant	9	10	9
Sans changement	37	37	28
Ne se prononcent pas	30	30	33
	100	100	100

	Plus indépendant %	Moins indépendant %	Sans changement %
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE :			
Cadres supérieurs, professions libérales	42	10	35
Petits patrons industrie et commerce	33	8	29
Employés, cadres moyens	33	11	31
Ouvriers	34	8	24
Inactifs	27	8	32
Agriculteurs	17	9	22
Preferences politiques:			
Parti Communiste	55	5	21
Gauche non communiste	37	9	32
Centre	29	18	31
Républicains indépendants	26	7	39
• U.D.R	29	12	29

2.5. Les dirigeants du parti.

Voici de quels adjectifs l'ensemble du public, et les électeurs des différents partis caractériseraient les dirigeants du parti communiste.

Parmi la liste des caractéristiques suivantes, quelle est celle qui s'applique le mieux selon vous, aux dirigeants du Parti Communiste ? Et ensuite ?

	Décembre 1970		
	Première	Deuxième	
	réponse	réponse	
	%	%	
Sectaire	13	6	
Autoritaire	11	10	
Révolutionnaire	11	9	
Idéaliste	10	11	
Habile	9	11	
Attentif aux difficultés des gens			
comme vous	8	9	
Sincère	6	6	
Honnête	6	6	
Efficace	5	5	
Ne se prononcent pas	21	27	
	100	100	

	Première réponse, parmi les électeurs de				
	Parti Communiste	Gauche non communiste	Centre	Républicains indépendants	U.D.R.
	%	%	%	%	%
Sectaire	3	16	12	14	21
Autoritaire	5	11	12	17	15
Révolutionnaire	6	11	13	13	15
Idéaliste	7	9	15	14	10
Habile	4	10	15	13	11
Attentif aux difficultés des gens comme vous	21	12	8	7	4
Sincère	18	7	6	4	4
Honnête	18	6	2	3	5
Efficace	11	6	3	7	8
Ne se prononcent pas	7	12	14	8	7
	100	100	100	100	100

Notons que les qualificatifs « idéaliste et habile » semblent péjoratifs ainsi que celui de « révolutionnaire » qui n'est attribué aux dirigeants du parti communiste que par 6% de ses électeurs.

16% des électeurs de la gauche non communiste parlent de sectarisme, 11% d'autoritarisme, mais 12% sont sensibles aux qualités d'attention.

2.6. L'expulsion de M. Garaudy du Parti Communiste⁴.

Après des débats auxquels la presse donna un grand retentissement, un intellectuel, M. Garaudy, a été exclu du parti communiste, notamment pour ses positions à l'encontre de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie à Prague. Deux personnes sur trois ont entendu parler de ce qu'on a pu appeler « L'affaire Garaudy ». C'est le cas de presque tous les membres des professions libérales, cadres supérieurs et anciens élèves de l'enseignement supérieur ainsi que de huit sur dix des habitants de la région parisienne, où la proportion des personnes informées des difficultés de M. Garaudy avec le parti communiste est sensiblement plus élevée que dans le reste du pays. Les électeurs de l'ancien parti de M. Garaudy ne sont pas plus nombreux que l'ensemble de la population à avoir entendu parler de cette affaire.

D'une façon générale, l'opinion estime que cette exclusion aura une influence défavorable pour le parti communiste, mais une proportion assez importante des personnes informées de l'affaire estiment que celle-ci n'aura pas d'influence du tout.

C'est surtout l'image du parti communiste qui paraît (à 25% des personnes interrogées) devoir souffrir de cette affaire. Mais ceux qui sont sur ce point, d'un avis différent, sont presque aussi nombreux (17% : pas d'influence ; 7% : influence favorable).

Il en va sensiblement de même pour l'unité intérieure du parti, son électorat et pour l'unification de la gauche : une légère majorité de ceux qui se prononcent estiment que l'affaire Garaudy aura dans ces domaines une influence défavorable mais une très forte minorité pense qu'elle n'aura pas d'influence du tout. Quant à la question : « quelle opinion avez-vous de M. Garaudy ? », 58% ne répondent pas.

⁴ Résultats provenant d'une enquête nationale réalisée auprès de 1573 personnes du 25 mai au 2 juin 1970, à la demande du journal l'Express.

C'est surtout en milieu rural et parmi les ouvriers que l'on n'a pas d'opinion sur M. Garaudy. La proportion de non réponse est d'autant plus élevée que les agglomérations où les interviews ont été faites sont plus petites. Les habitants de la région parisienne sont un peu plus nombreux à se prononcer que ceux des autres régions.

Parmi les personnes qui ont une opinion, quatre ont une opinion favorable pour une ayant une opinion défavorable.

Les proportions les plus élevées de personnes ayant une bonne opinion se rencontrent chez les anciens élèves de l'enseignement supérieur, les professions libérales et cadres supérieurs, ainsi que dans l'électorat de la gauche non communiste.

Un tiers des électeurs de l'U.D.R. ont également une bonne opinion de M. Garaudy ; la proportion est identique dans l'électorat communiste, mais un quart de celui-ci a une mauvaise opinion de cette personnalité exclue du parti.

Avez-vous entendu parler de « L'Affaire Garaudy ? » ?

	25 mai–2 juin 1970
	%
Oui	64
Non	36
	100

A ceux qui en ont entendu parler « Cette Affaire risque-telle d'avoir une influence favorable ou défavorable ou pas d'influence du tout sur ...?

	Favora- ble	Défavo- rable	Pas d'influ- ence	Nsp	Total
	%	%	%	%	%
Ce que pensent les Français du					
Parti Communiste	7	25	17	15	64
L'unification de la gauche	7	20	17	20	64
L'unité intérieure du Parti					
Communiste	4	23	18	19	64
L'électorat du Parti					
Communiste	4	20	21	19	64

Quelle opinion avez-vous de M. Garaudy ?

	25 mai-2 juin 1970
	%
Très bonne	6
Plutôt bonne	28
Plutôt mauvaise	6
Très mauvaise	2
Ne se prononcent pas	58
	100

	Bonne opinion	Mauvaise opinion	NSP
	%	%	%
Preferences politiques :			
Parti Communiste	35	23	42
Gauche non communiste	50	5	45
Centre	43	10	47
Républicains indépendants	34	9	57
• U.D.R	35	11	54
Ne se prononcent pas	17	3	80

3. 1976: La distance prise avec Moscou éloigne les réticences à l'égard d'un gouvernement pluriel

Depuis dix ans, estime-t-on en 1976, le parti communiste a évolué dans le sens d'une plus grande indépendance vis-à-vis de l'U.R.S.S.

Cette plus grande distance entre le parti communiste et l'U.R.S.S. s'accompagne d'une diminution de la crainte naguère attachée à l'entrée au gouvernement de ministres communistes : 44% y seraient favorables, alors que 19% seulement s'y opposeraient.

Les cadres ont une attitude spécifique des cadres : bien qu'en majorité d'avis que le parti communiste s'est éloigné de l'U.R.S.S., ils restent réticents à une participation communiste au gouvernement.

Sur l'évolution vers l'indépendance, les électeurs socialistes sont en accord avec les électeurs communistes, mais à l'égard de l'entrée au gouvernement de ministres communistes, 58% seulement des électeurs socialistes sont favorables, contre 83% parmi les électeurs communistes. Un cinquième des électeurs de la majorité déclarent qu'ils n'y seraient pas opposés.

Estimez-vous que le Parti Communiste est, aujourd'hui, plus indépendant de l'Union Soviétique qu'il y a dix ans, moins indépendant ou bien qu'il n'y a pas de changement ?

	Juin	Mai 1970	Décembre	6-10 janvier
	1964		1970	1976
	%	%	%	%
Plus indépendant	24	23	30	38
Moins indépendant	9	10	9	7
Pas de changement	37	37	28	29
Ne se prononcent pas	30	30	33	26
	100	100	100	100

Seriez-vous favorable, opposé ou indifférent à ce que, dans l'avenir, il y ait dans le gouvernement, des ministres communistes ?

	Juin	Février	Janvier	Mai	6-10 janvier
	1964	1966	1967	1970	1976
	%	%	%	%	%
Favorable	31	38	40	38	44
Opposé	30	30	19	30	19
Indifférent	25	23	30	23	29
Ne se prononcent					
pas	14	9	11	9	8
	100	100	100	100	100

	Parti Communiste par rapport à l'U.R.S.S.		Ministres communistes au gouvernement			
	Indépe	endant	Pas de change-	Favorables	Opposés	Indifférents
	Plus	Moins	ment			
	%	%	%	%	%	%
Sexe:						
Hommes	45	9	31	48	20	24
Femmes	32	5	27	34	23	28
Age:						
Moins de 21 ans	38	9	27	34	23	25
• 21 à 34 ans	41	7	24	38	18	33
35 à 49 ans	39	7	30	47	21	23
• 50 à 64 ans	40	6	28	47	22	22
65 ans et plus	32	7	35	36	29	22
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE :						
Cadres supérieurs, professions libérales	57	6	21	39	26	26
Petits patrons industrie et commerce	31	10	30	44	14	26
Employés, cadres moyens	44	8	24	40	20	30
Ouvriers	35	6	29	45	16	27
Inactifs	37	8	31	43	25	20
Agriculteurs	27	8	36	29	35	26
HABITAT:						
Communes rurales	27	9	34	33	23	30
Villes ou agglomérations de :						
Moins de 20 000 habitants	36	7	26	43	17	24
20.000 à 100.000 habitants	41	9	26	50	21	19
Plus de 100.000 habitants	42	5	29	41	24	26
Agglomération Parisienne	49	9	23	46	22	23
Preferences politiques:						
Parti Communiste	51	9	26	83	3	8
Gauche socialiste	48	10	23	58	14	25
Majorité présidentielle	34	9	41	20	45	31

4. De 1986 à 2010 : un parti en proie au désaveu populaire.

Passant sous le seuil symbolique des 10% aux élections législatives de 1986, dans la foulée des premières réformes de la *Perestroïka* en U.R.S.S., le Parti communiste Français enregistre, lors de la présidentielle de 1988, une autre défaite historique : son candidat, André Lajoinie, ne recueille ainsi que 6,76% des suffrages exprimés. Bouleversées au plan international par l'effondrement du bloc de l'Est, les années 90 sont marquées en France par la passation de pouvoir entre Georges Marchais et Robert Hue, l'émergence de nouvelles forces à gauche et la participation des communistes à la Gauche plurielle à partir de 1997. A ces mutations s'ajoutent en 2001 d'importantes défaites aux municipales, la perte de bastions historiques symbolisant l'affaiblissement du parti sur le plan électoral.

En dépit du rôle joué lors de la victoire du « Non » au référendum sur la constitution européenne de 2005, le PCF est dans l'incapacité, en 2007, de former un groupe à l'Assemblée Nationale à l'issue des législatives. Marie-Georges Buffet, la candidate du parti, ne recueille cette année-là que 1,93% des suffrages au premier tour de la présidentielle.

Intégré au Front de Gauche pour les élections depuis 2009, le PCF doit aujourd'hui faire face à un déficit d'image et aux doutes qui pèsent dans l'opinion sur sa capacité à se réformer et à défendre les salariés, comme le révèlent les études réalisées en 1986, 1993 et 2010 pour le quotidien L'Humanité.

On relève ainsi qu'en août 2010, près de six Français sur dix anticipaient la disparition du PCF (58%), contre une courte majorité dix-sept ans plus tôt, en 1993 (51%). Aux racines probables de ce pessimisme quant à la survie du parti, sa capacité à se transformer et à changer la société, notamment fragilisée par la disparition du modèle soviétique au début des années 90, s'effondre ainsi nettement entre 1993 et 2010. Affaibli à la fois par les scores de l'extrême-droite et de l'abstention dans les milieux populaires et à sa gauche par l'influence croissante des partis trotskistes aux différents scrutins, le Parti communiste Français n'est plus majoritairement identifié, en 2010, comme un organe capable de défendre les salariés (31% contre 50% en 1993) ou encore de présenter des solutions politiques originales (11% contre 24% dix-sept ans auparavant).

Diriez-vous du Parti Communiste Français qu'il est... ?

	Oui	Non	Vous ne	TOTAL
			savez pas	
	%	%	%	%
Un parti condamné à disparaître	58	22	20	100
Un parti comme les autres	48	38	14	100
Un parti qui veut changer la société	39	41	20	100
Un parti utile pour défendre les salariés	31	48	21	100
Un parti qui s'est transformé	23	58	19	100
Un parti qui présente des solutions				
originales	11	67	22	100

23 au 24 août 2010

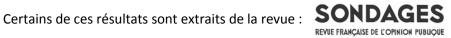
Rappels « Oui »	Rappel Octobre 1986⁵	Rappel Septembre 1993 ⁶	Ensemble Août 2010
	%	%	%
Un parti condamné à disparaître	NP	51	58
Un parti comme les autres	50	52	48
Un parti qui veut changer la société	52	56	39
Un parti utile pour défendre les salariés	48	50	31
Un parti qui s'est transformé	NP	31	23
Un parti qui présente des solutions originales	NP	24	11

NP : item non posé

A ce constat s'ajoute un enjeu d'image, l'opinion des Français sur les communistes qu'ils connaissent s'étant nettement dégradée au cours des 25 dernières années ; en 1986, 42% des Français avaient ainsi une bonne opinion des communistes de leur entourage, contre seulement 27% aujourd'hui, cette baisse s'expliquant en partie par la moindre visibilité des communistes dans la société française : de 28% des personnes interrogées ne connaissant pas de communistes en 1986, cette proportion est montée à 39% en 2010.

D'une manière générale, avez-vous une très bonne opinion, une plutôt bonne opinion, une plutôt mauvaise opinion ou une très mauvaise opinion des communistes que vous connaissez?

	Rappel	Rappel	Ensemble
	Octobre 1986	Septembre	Août 2010
		1993	
	%	%	%
TOTAL Bonne opinion	42	46	27
Très bonne opinion	7	8	2
Plutôt bonne opinion	<i>35</i>	38	25
TOTAL Mauvaise opinion	<i>30</i>	27	34
Plutôt mauvaise opinion	22	21	21
Très mauvaise opinion	8	6	13
Vous ne connaissez pas de	۲		
communistes	₹ 28	19	24
Ne se prononcent pas	J	8	15
	100	100	100



Cette publication a été réalisée par le Département Communication de l'Ifop.

Contact : Jérôme Fourquet - Directeur de Département Opinion et Stratégies d'entreprise - jerome.fourquet@ifop.com Septembre 2012

⁵ Sondage réalisé par l'Ifop pour l'Humanité Dimanche en octobre1986.

⁶ Sondage réalisé par l'Ifop pour l'Humanité Dimanche le 23 et 24 septembre 1993, auprès d'un échantillon de 958 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.